



## CHAPITRE 339

LOI POURVOYANT AU PAIEMENT DES SERVICES DES MÉDECINS ET DES FRAIS D'ENTRETIEN DES ACCIDENTÉS DANS DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

## CHAPTER 339

AN ACT TO PROVIDE FOR THE PAYMENT OF SERVICES OF PHYSICIANS AND THE COST OF MAINTENANCE OF INJURED PERSONS IN PUBLIC CHARITABLE INSTITUTIONS

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le nom de: *Loi concernant le paiement des frais des accidentés dans les institutions d'assistance publique.* 25-26 Geo. V, c. 85, a. 1.

Institutions visées.

2. Toutes institutions reconnues d'assistance publique par le lieutenant-gouverneur en conseil peuvent bénéficier des priviléges conférés par la présente loi.

Liste.

Une liste de ces institutions est publiée chaque année dans la *Gazette officielle de Québec.* 25-26 Geo. V, c. 85, a. 2.

Application.

3. La présente loi s'applique à toute personne victime d'un accident admise dans l'institution en vertu des dispositions de la Loi de l'assistance publique de Québec (chap. 187) ou traitée dans les salles publiques de l'institution malgré qu'elle ne tombe pas sous le coup de ladite loi en raison de son domicile. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 3.

Réclamation pour dommages.

4. Toute telle personne victime d'un accident et qui a été ou est hospitalisée ou traitée dans une institution d'assistance publique, ou au cas de décès de telle victime, son conjoint, ses ascendants et ses descendants doivent, lorsqu'ils réclament des dommages résultant d'un délit ou quasi-délit d'une personne responsable de ce délit ou quasi-délit, inclure dans leur réclamation les comptes:

1. This act may be cited as *Charitable Institutions Injured Persons Costs Payment Act.* 25-26 Geo. V, c. 85, s. 1.

2. Any institution recognized by the Lieutenant-Governor in Council as a public charitable institution may benefit from the privileges granted by this act.

A list of such institutions shall be published every year in the *Quebec Official Gazette.* 25-26 Geo. V, c. 85, s. 2.

3. This act shall apply to any person the victim of an accident admitted to the institution in virtue of the provisions of the Quebec Public Charities Act (Chap. 187) or treated in the public wards of the institution although he does not come within the scope of the said act owing to his domicile. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 3.

4. Every such person victim of an accident and who has been or is being hospitalized or treated in a public charitable institution, or, in the case of the death of such victim, the consort, ascendants and descendants of such victim must, when they claim damages resulting from an offence or a quasi-offence from a person responsible for such offence or quasi-offence, include in their claim the accounts included.

Comptes inclus.

*a.* De l'institution où telle personne a été ou est traitée, soignée ou hospitalisée;

*b.* Des médecins du personnel ou attaché au personnel de telle institution et qui ont traité, opéré ou donné des soins à cette personne pour les services à elle rendus par eux dans telle institution. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 4.

L'institution doit:  
Faire une déclaration;

**5.** Pour pouvoir bénéficier des avantages de la présente loi, l'institution doit:

*a.* Dans un délai de quinze jours de l'admission de telle personne victime d'un accident, produire entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où le délit ou le quasi-délit s'est produit, une déclaration écrite attestant qu'elle a traité, soigné ou hospitalisé, ou traite ou soigne ou hospitalise telle personne. Le protonotaire doit, sur demande verbale ou écrite de toute personne, lui donner connaissance desdites déclarations et lorsque la demande est faite par écrit l'en informer immédiatement par écrit;

Produire les comptes.

*b.* Dans les quinze jours de toute demande par une personne intéressée, produire ses comptes détaillés avec les comptes détaillés des médecins du personnel permanent ou attachés au personnel de cette institution qui ont traité, soigné telle victime d'un accident, pour les services rendus à cette dernière, dans telle institution. L'institution doit en outre déclarer si lesdits comptes sont finals ou non. Lorsque l'un quelconque de ces comptes est déclaré final, les personnes à qui ce compte est dû ne peuvent prétendre au contraire. Pareille demande ne peut être invoquée ni interprétée comme une admission de responsabilité.

**Effet de l'omission.** Dans chaque cas où l'institution a omis de suivre les dispositions de la présente loi, telle institution et les médecins du personnel ou attachés au personnel de cette institution, n'ont pas droit au bénéfice de la présente loi, en autant que tel cas est concerné. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 5.

Institution payée directement.

**6.** Nul règlement d'une telle réclamation en dommages ne peut être effectué entre les parties sans que les montants de tels comptes attribués par ledit règlement

*a.* Of the institution where such person has been or is being treated, cared for or hospitalized;

*b.* Of the physicians on the staff or attached to the staff of such institution and who have treated, operated on or cared for such person, for the services rendered to such person by them in such institution. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 4.

**5.** In order to benefit from the advantages of this act, the institution must:

*a.* Within fifteen days of the admission of such person victim of an accident, place in the hands of the protonotary of the Superior Court of the district, where the offence or the quasi-offence occurred, a written declaration certifying that it has treated, cared for or hospitalized, or is treating, caring for or hospitalizing such person. The protonotary must, upon the verbal or written request of any person, give him communication of the said declarations and when the request is made in writing inform him immediately in writing.

*b.* Within fifteen days of the receipt of a request from an interested person, produce its detailed accounts with the detailed accounts of the physicians on the permanent staff or attached to the staff of such institution, who have treated or cared for such victim of an accident, for the services rendered to the latter, in such institution. The institution must, moreover, declare whether the said accounts are final or not. Whenever any one of such accounts has been declared to be final, the persons to whom such account is due shall not be able to challenge it. Such a request cannot be invoked nor interpreted as an admission of responsibility.

In each case where the institution has failed to abide by the provisions of this act, such institution and the physicians on the staff or attached to the staff of such institution shall not have the right to the benefit of this act nor be able to invoke same, in so far as such case is concerned. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 5.

**6.** No settlement of any such claim for damages may be effected between the parties unless the amounts of such amounts allowed by the said settlement be

ne soient payés directement à l'institution ou aux médecins du personnel ou attachés au personnel de telle institution.

**Frais médicaux.** Tout montant accordé par un jugement pour hospitalisation et frais médicaux doit être payé directement à l'institution et aux médecins du personnel ou attachés au personnel de telle institution et le jugement en fera mention. Ces montants sont limités aux soins nécessités par l'accident.

**Faute commune.** Dans chaque cas où il y a eu faute commune entre l'accidenté et la personne responsable, cette dernière n'est tenue de payer tels comptes qu'au *pro rata* de sa responsabilité tels que fixés par le jugement ou par les conditions du règlement entre lesdites parties, suivant le cas. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 6.

**Remboursement à l'Assistance publique.** 7. Au cas où la victime d'un accident a été admise dans une institution d'assistance publique en vertu des prescriptions de la Loi de l'assistance publique de Québec, cette institution, lors du règlement des comptes ci-dessus mentionnés, doit rembourser au Service de l'assistance publique les sommes versées par ledit service pour l'hospitalisation de tel accidenté jusqu'à concurrence de tout tel recouvrement. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 7.

**Droit de poursuite.** 8. Les institutions d'assistance publique où l'accidenté a été traité, opéré ou soigné et les médecins du personnel ou attachés au personnel de telle institution qui ont fourni leurs services à ces fins, peuvent individuellement ou dans une action conjointe poursuivre en justice la réclamation de leur dû, tant contre la victime de l'accident ou ses représentants, tel que susdit, que contre la personne ayant effectué un règlement sans s'être conformée aux dispositions de l'article 6 de la présente loi, et dans telle poursuite la question de la responsabilité, à raison du délit ou du quasi-délit ne peut être soulevée. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 8.

**is de  
é somp-  
n, etc.** 9. Le paiement desdits comptes par la personne effectuant un règlement ne crée contre elle aucune présomption de responsabilité pour l'accident et ne peut être invoqué contre elle, et la simple quittance de l'institution et des médecins du personnel

paid directly to the institution or to the physicians on the staff or attached to the staff of such institution.

Any amount granted by a judgment for Medical hospitalization and medical costs must be paid directly to the institution and to the physicians on the staff or attached to the staff of such institution and the judgment shall mention the same. Such amounts shall be limited to the treatment necessitated by the accident.

In each case where there is a common Common fault on the part of the injured person and the person responsible, the latter shall be bound to pay such accounts only in proportion to his responsibility as fixed by the judgment or by the terms of the settlement between the said parties, as the case may be. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 6.

7. Where the victim of an accident has been admitted to a public charitable institution under the provisions of the Quebec Public Charities Act, such institution, at the time of the settlement of the above-mentioned accounts, must repay to the Bureau of Public Charities the sum expended by the said Bureau for the hospitalization of such injured person, to the extent of the amount so recovered. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 7.

8. Public charitable institutions in which the injured person was treated, operated on or cared for, and the physicians on the staff or attached to the staff of such institution rendering such services for these purposes, may individually or in a joint action bring suit for the amount due them, as well against the victim of the accident or his representatives, as aforesaid, as against the person who effected a settlement without having conformed to the provisions of section 6 of this act, and in such suit the question of liability for the offence or the quasi-offence cannot be raised. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 8.

9. The payment of the said accounts by the person making a settlement does not create against him any presumption of responsibility for the accident and cannot be invoked against him, and the mere receipt of the institution and of the phy-

ou attachés au personnel de telle institution, constitue une décharge valide desdits comptes, sans qu'il soit nécessaire, pour le cas où l'accidenté est mineur ou autrement incapable de convoquer le conseil de famille et de remplir les autres formalités légales ordinairement exigées dans le cas des mineurs ou autres incapables, en ce qui concerne lesdits comptes. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 9.

sicians on the staff or attached to the staff of such institution shall constitute a valid discharge of the said accounts, without the necessity, in the case where the injured person is a minor or otherwise disqualified, of calling a family council and of fulfilling the other legal formalities usually required in the case of minors or other disqualified persons, with respect to the said accounts. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 9.

## Tarif.

**10.** Pour les fins de la présente loi, le tarif de la Loi des accidents du travail (chap. 160) et ses amendements, s'applique *mutatis mutandis* quant aux comptes des médecins et des hôpitaux. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 10.

**10.** For the purposes of this act, the Tariff tariff of the Workmen's Compensation Act, (Chap. 160), and its amendments, shall apply, *mutatis mutandis*, to the accounts of the physicians and of the hospitals. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 10.

Accidents  
du travail.

**11.** La présente loi ne s'applique pas aux accidentés traités en vertu de la Loi des accidents du travail. 25-26 Geo. V, c. 85, a. 11.

**11.** This act shall not apply to injured Workpersons treated under the Workmen's Com- men's men's compensation Act. 25-26 Geo. V, c. 85, s. 11. compensation.